

personnes ont été passées par les armes à Nyagatare. Dans le nord-ouest du pays, ce sont des prêtres qui affirment que 350 personnes ont été massacrées.

48/ Afrique midi (1990 JAF 0293 C)

P = Muriel Pomponne

T = Les forces belges se retireront dès que le cessez le feu sera instauré.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

"...le Premier ministre belge a souligné les interventions multiples des autorités belges auprès du gouvernement rwandais, interventions destinées à rappeler Kigali au respect de certains principes des droits de l'homme. Cela a permis la libération d'un nombre considérable de personnes. La Croix rouge internationale aura également pu assurer sa mission sur le terrain dans des conditions plus favorables qu'auparavant..."

P : Les rebelles affirment qu'ils ont enlevé de nouvelles villes, Kabarore et Nyagatare.

49/ Afrique soir (1990 JAF 0293 D)

P = Jean Diatta

T = premier bilan de l'intervention zaïroise

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

Diffusée à midi

P: Selon le ministre zaïrois de la Défense, les pertes zaïroises auraient été de 10 morts et 13 blessés, alors que deux quotidiens de Kinshasa annonçaient la mort d'une centaine de Zaïrois.

- Journaux Afrique du 21 octobre 90 (1990 JAF 0294)

50/ Afrique matin (1990 JAF 0294 B)

P = Nicolas Balique

T = Les rebelles du FPR seraient prêts à négocier.

Pap. de Jean Karim Fall :

"Hier soir, le FPR a saisi la perche tendue par le chef de l'Etat rwandais...nous préférons discuter que se battre. C'est donc clair, les rebelles rwandais sont prêts à déposer les armes pour négocier...le FPR a assoupli sa position..."

51/ Afrique midi (1990 JAF 0294 C)

P = Jean Karim Fall

P : L'armée rwandaise pratique la politique de la terre brûlée. Les militaires mettent systématiquement le feu à la forêt dans le nord-est du Rwanda pour ralentir l'avance des rebelles. Une marche de soutien au gouvernement rwandais a rassemblé 100 000 personnes hier à Kigali. La moitié seulement pour les observateurs.

52/ Afrique soir (1990 JAF 0294 D)

P = Jean Diatta

T = le Premier ministre belge Wilfrid Martens va repartir dès demain pour Nairobi. Le FPR prêt à accepter un cessez le feu. Le FPR n'a pas encore été contacté par les autorités de Kigali.

Itw de Wilfrid Martens (au micro de la RTBF) :

"...les paras rentreront. Si nous ne réussissons pas à obtenir un cessez le feu, nous devons prendre une décision difficile..."

(Q. du journaliste : de toute manière ils rentreront à bref délai ? C'est plus court que le cessez le feu.)

Non, essayons d'obtenir le cessez le feu effectif. Si ce n'est pas possible, alors...

(Q. du journaliste : pour qu'un cessez le feu soit opérationnel, il faut que les attaquants, les rebelles, le Front patriotique soient entendus. Il vous reproche de ne pas avoir été entendu sur place. Vous étiez à Kampala, vous n'étiez pas loin des rebelles. Pourquoi ne les avoir pas rencontrés ?)

Il faut faire la distinction. Les représentants du Front patriotique à Bruxelles ont été entendus par notre ministère des Affaires étrangères. En ce qui concerne les rebelles sur le terrain, c'est le président ougandais qui s'est engagé à prendre contact avec eux."

P : Les journalistes autorisés à se rendre dans les zones de combat confirment que l'armée met le feu à la forêt pour empêcher la progression des troupes rebelles.

Invité d'Afrique soir : Jean Hélène qui a séjourné à Kigali et s'est rendu en Ouganda chez les rebelles :

"...Aucun problème pour passer la frontière avec l'Ouganda..."

(Q. de Jean Diatta : quel chemin avez-vous fait derrière les rebelles ? D'Ouganda, vous les avez suivis au Rwanda.)

...les rebelles venaient de reprendre le lieu dit de Gabiro...J'étais là avec 2, 3 journalistes...

(Q. de Jean Diatta : qui sont ces rebelles ? Est-ce qu'ils parlent français ? Est-ce qu'ils sont jeunes ?)

Non, ils parlent Swahili parce que c'est la langue en usage dans l'armée ougandaise. Ils sont presque tous jeunes. J'ai été surpris par leur âge. Des adolescents, moins de 20 ans. Qui sont, d'après les rebelles, recrutés dans les camps de réfugiés qui existent encore en Ouganda.

(Q. de Jean Diatta : et leur armement ?)

Assez bien équipés. On parlait aussi d'une armée de va nu pieds. Ce n'était pas mon impression. Peut être des uniformes hétéroclites mais en bon état. Ils ont chacun une arme individuelle, quelques RPG, quelques lance-roquettes.

(Q. de Jean Diatta : et comme véhicules ?)

Ils ont pris pas mal de matériel à ce qu'ils appellent l'ennemi...

(Q. de Jean Diatta : dans cette zone et en Ouganda, vous avez aussi rencontré des réfugiés tout nouveaux, des gens qui ont fui la zone des combats. Qu'est ce qu'ils vous ont dit ?)

Ces réfugiés nous ont dit qu'ils n'avaient pas fui les combats mais l'armée rwandaise, selon leurs témoignages, qui arrivait dans les ranchs, qui rassemble les éleveurs en majorité Tutsis, mais il y a des Hutus parmi ces villageois. L'armée rwandaise arrivait apparemment pour massacrer les gens, aidée par les habitants des paysannats, c'est-à-dire les villages qui regroupent les paysans d'origine hutue. Entre le 8 et le 9, il y a eu pas mal de gens tués. Ce qui fait qu'il y a une vague de réfugiés qui sont partis se réfugier de l'autre côté de la frontière. Ils nous ont un peu tous raconté ces massacres, qui rappellent les massacres interethniques qui se sont passés au Rwanda et au Burundi depuis l'indépendance.

(Q. de Jean Diatta : est-ce que vous avez rencontré du côté des rebelles des responsables politiques ?)

Oui, j'ai rencontré des responsables politiques à Kampala. J'ai été surpris parce qu'ils s'exprimaient dans l'anonymat. Alors j'ai trouvé cela assez bizarre pour un Front patriotique rwandais qui se veut officiel. Il m'a semblé qu'ils n'avaient pas la même façon de voir qu'à Bruxelles par ex. Ils ont quand même un discours assez séduisant. Ils veulent d'une part retourner chez eux. Ils estiment qu'ils ont le droit de revenir dans leur pays. Ils cherchent aussi à renverser le régime actuel d'Habyarimana, "qui est corrompu, qui a instauré une véritable ségrégation entre Hutus et Tutsis". Mais évidemment, la question qu'on se pose pour le moment vu que ce mouvement est né dans les milieux tutsis et qu'il y a beaucoup moins de Hutus, alors que ce front se veut uni ou mélangé, disons. Maintenant évidemment les Hutus au Rwanda peuvent s'inquiéter un peu de ce que, si il y a parmi les militants de ce front simplement des Tutsis qui rêvent de revenir au pouvoir.

(Q. de Jean Diatta : est ce que selon vous les autorités ougandaises étaient ou pas au courant de ces désertions comme on a dit ?)

Oui, la meilleure chose à dire s'en trop s'avancer, c'est de penser que le président Museveni a fermé les yeux. On imagine difficilement qu'il n'ait pas vu partir ou désertir 2000 ou 3000 ou 10 000, comme le prétend les autorités de Kigali, soldats de son armée avec du matériel. D'un autre côté, la thèse à Kampala, c'est de se dire que si vraiment le président Museveni avait poussé les rebelles à faire quelque chose, en sachant que ça allait lui retomber dessus, il aurait peut être attendu qu'il ne soit plus président de l'OUA."

- Journaux Afrique du 22 octobre 90 (1990 JAF 0295)

53/ Afrique matin (1990 JAF 0295 B)

P= Nicolas Baliqne

T = Nouvelle offensive diplomatique de la Belgique.

Pap. de Paul Fels :

"Si Wilfrid Martens obtient l'arrêt des hostilités et l'ouverture de pourparlers, ce sera un très beau succès. Mais tout ne sera pas réglé pour autant. L'envoi d'une force militaire qui doit s'interposer entre les combattants paraît de plus en plus difficile. Le Rwanda et l'Ouganda ont demandé l'envoi d'une force européenne. Le MAE belge va aujourd'hui présenter cette demande à ses collègues des 12. Tout en sachant que la CEE ne pourra rien faire puisqu'elle n'a pas d'organisation militaire. Il va plutôt demander aux Européens d'user de leur influence dans la région des Grands lacs pour rechercher une solution diplomatique... Les Belges vont essayer de faire accepter l'envoi d'un contingent interafricain. Solution bien difficile à mettre en place aujourd'hui."

54/ Afrique midi (1990 JAF 0295 C)

P = Jean Karim Fall

Pap. de Nicolas Baliqne :

" Wilfrid Martens est arrivé à Entebbe où il doit rencontrer Yoweri Museveni... Peut être abordera-t-on la question d'une force d'interposition, non plus européenne mais entièrement africaine... Les négociations entrent dans une phase délicate. Le plus dur reste à faire."

Itw du ministre belge de la Défense (au micro de la RTBF) :

" Si nous arrivons à un cessez le feu, qui est notre objectif majeur, dans les quelques jours qui viennent, nous n'excluons que d'ici la fin de la semaine, il puisse y avoir un retour des paras. S'il n'avait pas lieu, le gouvernement prendrait ses dispositions très rapidement pour que les paras puissent rentrer mais nous sommes alors dans une toute autre problématique. Quelque soit le scénario, le retour est très prochain."

55/ Afrique soir (1990 JAF 0295 D)

P = Jean Diatta

Pap. de Muriel Pomponne sur les raisons de la deuxième tournée africaine de Wilfrid Martens, Premier ministre belge.

P : Deux journalistes rwandais viennent d'être condamnés à quinze ans de prison ferme. L'un était accusé d'avoir rencontré l'ancien roi du Rwanda, l'autre était inculpé de subversion.

- Journaux Afrique du 23 octobre 90 (1990 JAF 0296)

56/ Afrique matin (1990 JAF 0296 B)

P = Nicolas Baliqie

T = Les rebelles auraient accepté un cessez le feu.

Pap. de Muriel Pomponne :

"Si l'information se confirme, l'acceptation par les rebelles d'un cessez le feu immédiat et de l'ouverture de négociations avec Kigali constitue une victoire pour la Belgique...La demande qui doit encore être confirmée par écrit par les rebelles du FPR comme l'exige le gouvernement belge..."

57/ Afrique midi (1990 JAF 0296 C)

P = Jean Karim Fall

T = les rebelles doivent se retirer du nord du pays, c'est la condition que vient de poser le président rwandais. Mobutu organise chez lui un sommet avec les présidents rwandais et burundais.

Déclaration de Juvénal Habyarimana (au micro de nos confrères de la radio rwandaise) :

"...Avec le cessez le feu, le gouvernement rwandais demande le retrait de ces troupes, qui font bien partie d'une armée régulière même s'ils ont déserté. Que voulez-vous que je fasse avec des Ougandais qui appartiennent à la NRA."

P : les rebelles ne l'entendent pas de cette oreille. Ils excluent de se retirer.

Pap. de Paul Fels sur le mini sommet du Zaïre :

"Mobutu tente de mettre en place une solution sous-régionale..."

- Journaux Afrique du 24 octobre 90 (1990 JAF 0297)

58/ Afrique matin (1990 JAF 0297 B)

P = Kamel Djaidier

T = les négociations achoppent pour l'instant sur le retrait des rebelles du nord.

Itw de Bosco Rwiyamirira, porte-parole de la rébellion (Ghislaine Dupont) :

"Pourquoi voulez-vous qu'on se retire de nos positions acquises ? C'est impossible (Q. de G. D. : alors qu'est ce qui est négociable pour vous ?)

Il y a des préalables. On ne va pas tout de suite négocier. Il y a par ex. le retrait des forces étrangères du Rwanda...il y a aussi la sincérité du président Habyarimana qui est en question. Il faut voir si vraiment il est sincère.

(Q. de G. D. : des négociations pourraient commencer relativement vite cette fois dans un cadre régional?)

C'est une question rwandaise. Nous devons discuter entre Rwandais.

(Q. de G. D. : Concrètement, qu'est ce qui peut se discuter entre Kigali et vous ?)

Il y a beaucoup de gens qui pensent que notre problème est un problème de réfugiés.

Dans le programme du FP, ce problème ne vient qu'en 7^{ème} position. La question fondamentale c'est le changement de régime, c'est la corruption, c'est la démocratie qui doit être consolidée."

P : Hier à Kigali, les délégués de la fédération internationale des Droits de l'homme ont dénoncé le système carcéral rwandais. Ils ont confirmé les exactions commises par l'armée zaïroise contre la population civile.

59/ Afrique midi (1990 JAF 0297 C)

P = Jean Karim Fall

(Pour la première fois depuis le 2 octobre, aucune mention du Rwanda)

60/ Afrique soir (1990 JAF 0297 D)

P = Assane Diop

T = Cessez le feu applicable depuis 8 h TU ce matin. Le gouvernement accuse déjà les rebelles de l'avoir violé.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

"Quelques heures après avoir dit oui à une trêve, le gouvernement rwandais vient d'accuser les rebelles d'avoir violé le cessez le feu. Se pose déjà le problème de son contrôle, alors qu'aucune force d'interposition n'a encore été mise en place. La Belgique insiste pour que l'OUA se charge de cette tâche...Le gouvernement

rwandais n'a pas précisé la durée du cessez le feu...alors que pour les rebelles, il ne doit pas dépasser trois semaines. Dernière incertitude, elle porte sur le retrait des maquisards. Les autorités de Kigali exigent que les rebelles évacuent tout le nord-est du Rwanda, exigence catégoriquement rejetée par la guérilla. Cette trêve s'annonce donc bien fragile, de l'aveu même de Bruxelles, qui attend des garanties supplémentaires pour pouvoir enfin retirer ses troupes. "

- Journaux Afrique du 25 octobre 90 (1990 JAF 0298)

61/ Afrique matin (1990 JAF 0298 B)

P = Kamel Djaider

T = Le gouvernement rwandais a donc accepté hier l'établissement d'un cessez le feu avec les rebelles...

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Diffusée la veille au soir

P : Alors nous avons voulu connaître un peu plus dans le détail quel était le point de vue du gouvernement de Kigali. Nous avons interrogé le MAE rwandais Casimir Bizimungu au micro de Dominique de Courcelles.

Itw de Casimir Bizimungu (Dominique de Courcelles) :

"Le gouvernement rwandais est disposé à ce que le cessez feu puisse intervenir le plus vite possible. Nous estimons qu'il faut mettre en place sans tarder une force d'interposition parce que sans force d'interposition, il est illusoire de penser qu'il y ait un cessez le feu durable.

(Q. de D. de C. : alors quelle pourrait être cette force d'interposition ?)

La force d'interposition peut être africaine, et pourquoi pas mixte. On ne tient pas à avoir une force d'interposition européenne. On ne tient pas à cela...On a songé à certains pays qui ne sont pas loin de nous...mais il est question de les aborder, de leur demander s'ils seraient disposés à constituer cette force d'interposition...soyez sûr qu'on est en train de travailler d'arrache-pied pour pouvoir obtenir cet élément d'interposition. C'est une question de journée et d'heure. Je suis conscient que tous les chefs d'Etat et de gouvernement dans la région sont très sensibilisés. J'espère que nous pourrions mettre en place cette force le plus rapidement possible."

62/ Afrique midi (1990 JAF 0298 C)

P = Philippe Leymarie

T = Les chefs d'Etat du Rwanda, du Burundi et du Zaïre se sont rencontrés à Gbadolite. Ils se sont prononcés pour un cessez le feu immédiat et intégral au Rwanda. Etait également présent le vice-président de l'Ouganda. Les participants ont

demandé la mise en place d'une force d'interposition pour faire appliquer ce cessez le feu. Alors la position à ce sujet du Rwanda par la voix de son MAE Casimir Bizimungu.

Extrait de l'itw du matin de Casimir Bizimungu :

"...La force d'interposition peut être africaine, et pourquoi pas mixte. On ne tient pas à avoir une force d'interposition européenne. On ne tient pas à cela...On a songé à certains pays qui ne sont pas loin de nous...mais il est question de les aborder, de leur demander s'ils seraient disposés à constituer cette force d'interposition...soyez sûr qu'on est en train de travailler d'arrache-pied pour pouvoir obtenir cet élément d'interposition. C'est une question de journée et d'heure. Je suis conscient que tous les chefs d'Etat et de gouvernement dans la région sont très sensibilisés. J'espère que pourrons mettre en place cette force le plus rapidement possible."

63/ Afrique soir (1990 JAF 0298 D)

La bande est muette. C'est la première fois que cela arrive.

- Journaux Afrique du 26 octobre 90 (1990 JAF 0299)

64/ Afrique matin (1990 JAF 0299 A)

P = Kamel Djaider

T = Le témoignage d'un membre de la Fédération internationale des Droits de l'homme. Il assure que les autorités de Kigali pratiquent la transparence absolue et qu'il n'y a eu ni exécutions sommaires, ni tortures.

Itw de maître Feder, membre de la Fédération internationale des Droits de l'homme (D. de Courcelles) sur l'attitude des autorités de Kigali après l'attaque rebelle :

"L'Etat s'est trouvé surpris par ces attaques, a réagi par la peur et a opéré une énorme opération de ratissage puisque 6000 personnes se sont retrouvées d'abord conduites dans des stades, avant d'être menées dans les prisons du pays. Nous avons constaté que le système d'évacuation de ces prisonniers, c'est-à-dire leur audition et le point de savoir si on les maintenait en détention ou si on les libérait, ce système était trop lent. Nous l'avons dénoncé et nous avons obtenu du président Habyarimana des garanties pour que, dans un délai maximum de trois mois, ce qui est déjà très long, les gens puissent rentrer chez eux à partir du moment où ils ne seraient pas convaincus par des indices sérieux de culpabilité d'avoir participé directement ou indirectement à ces attaques. Nous avons également obtenu que les critères d'appréciation du point de savoir si on les maintenait en détention ou si on les libérait, soient souples, à savoir que la seule critique au régime, sans se rendre coupable de véritables appels à l'émeute ou aux armes, que ceux-là soient renvoyés chez eux."

P : Puis maître Feder affirme par ailleurs que les autorités de Kigali pratiquent la transparence absolue et qu'il n'y a eu ni exécutions sommaires, ni tortures, contrairement à ce qui a été dit ces dernières semaines à propos du Rwanda.

65/ Afrique midi (1990 JAF 0299 C)

P = Philippe Leymarie

T = Reprise des combats malgré le cessez le feu. Selon des diplomates, c'est l'armée rwandaise qui a pris l'initiative.

P : Nous l'avons appris selon une dépêche urgente ce matin. Selon des sources diplomatiques au Rwanda, les combats ont redoublé en fait d'intensité hier au nord-est du pays et cela 24 h seulement après l'annonce d'un cessez le feu. Le gouvernement rwandais qui semble d'ailleurs le plus montré du doigt pour cette reprise des combats.

Pap. de Farida Ayari :

"Selon des sources diplomatiques et selon le FPR, les forces gouvernementales ont violé jeudi à deux reprises le cessez le feu. Le FPR précise qu'il s'agit de deux attaques aériennes sur Nyagatare et ... sur le nord-est du pays. Quant aux sources diplomatiques, elles affirment que l'armée rwandaise a ouvert deux centres de recrutement et enrôlé 3200 soldats, qui sont envoyés au front après seulement 10 jours d'entraînement. Toujours selon ses sources, l'objectif du gouvernement est de porter les effectifs des forces armées à 10 000 hommes, soit le double de ce que les troupes régulières comptaient au début des combats. Quant au gouvernement rwandais, il vient de demander à la communauté internationale et à ses voisins africains de faciliter la création d'une force d'interposition. Les chefs d'Etat de la Communauté économique des pays des Grands lacs devraient se réunir dans les prochains jours pour étudier la création de cette force d'interposition. Signalons enfin que le colonel Alexis Kanyarengwe, le n°2 du FPR, que nous avons joint ce matin à Bruxelles, affirme qu'en dépit de la violation du cessez le feu, le front est toujours prêt à négocier avec les autorités de Kigali."

- Journaux Afrique du 27 octobre 90 (1990 JAF 0300)

66/ Afrique matin (1990 JAF 0300 A)

P = Kamel Djaidier

T = Accord sur la supervision du cessez le feu. Accord entre les présidents du Rwanda, d'Ouganda, du Zaïre et du Burundi.

P : les chefs d'Etat du Rwanda, d'Ouganda, du Zaïre et du Burundi ont enfin réussi à se mettre d'accord sur la supervision du cessez le feu.

Pap. de Philippe Leymarie sur l'accord conclu :

"...projet de création dans les tous prochains jours d'un corps d'observateurs. Ce ne sera donc pas une force d'intervention comme au Liberia, simplement un contingent d'officiers qui vont surveiller sur le terrain l'application du cessez le feu. Il sera composé d'officiers de l'armée rwandaise bien sûr, mais aussi des représentants de la guérilla dirigée par le FP. Ces deux parties s'étaient accusées mutuellement ces derniers jours d'avoir violé le cessez le feu instauré en fait dès mercredi, au moins théoriquement. Il y aurait aussi des officiers zaïrois, ougandais et aussi burundais, à l'exception de la Tanzanie...Et il était temps puisqu'on parlait hier de recrudescences des combats avec notamment des attaques aériennes. C'est Museveni qui est chargé de mettre en place cette force de supervision. Un premier contingent doit être normalement en place dès lundi prochain à Goma. Il y a également un volet politique à cet accord. C'est Mobutu qui a été chargé d'une médiation pour faire venir les officiels et les rebelles rwandais à une table de négociation."

67/ Afrique midi (1990 JAF 0300 C)

La bande est encore muette.

Contenu de la notice Loris :

D.DE COURCELLES/RWANDA : envoi corps militaire d'observation

J.PLANA (INFO)/RWANDA : son religieuse canadienne -ravitaillement-

68/ Afrique soir (1990 JAF 0300 D)

P = Assane Diop

T = Vives tensions dans le nord-est du Rwanda où se poursuivraient de violents combats. La Belgique annonce le retrait prochain de son corps expéditionnaire.

P : Le groupe d'observateurs du respect du cessez le feu sera composé de 15 officiers détachés des armées ougandaise, burundaise et zaïroise. Se joindraient 5 représentants de l'armée rwandaise et en principe 5 de l'opposition armée. Ils devraient être réunis lundi à Goma. Mais ceci reste au conditionnel.

Corr. de Jean Hélène :

"L'armée rwandaise a repris Gabiro ce matin. C'est ce qu'on vient d'apprendre de source diplomatique à Kigali...un sérieux revers pour le FPR qui par ailleurs n'accepte plus aucun journaliste dans la zone qu'il contrôle en territoire rwandais. La ville de Nyagatare est désormais solidement tenue par les forces gouvernementales. Les maquisards sont actuellement dans une mauvaise passe. L'armée rwandaise, considérée jusqu'à présent comme peu combative, reprend apparemment l'avantage

grâce à des troupes plus motivées envoyées sur le front et une nouvelle stratégie offensive décidée par l'état major. La reprise en main de l'armée rwandaise s'avère donc payante. Une chose est sûre, le cessez le feu instauré il y a trois jours, n'est toujours pas respecté et il n'est pas certain que l'accord de Gbadolite ... suffise à faire cesser rapidement les combats."

P : ...on ne connaît toujours pas la position des rebelles sur l'accord intervenu entre les pays des Grands lacs. Il est actuellement impossible d'entrer en contact avec le FPR. Le contingent belge devrait plier son paquetage la semaine prochaine...

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

" Les 500 paras rentreront à Bruxelles avant le 2 novembre...malgré la fragilité du cessez le feu, les facteurs de stabilisation ont été jugés suffisants par le gouvernement de Wilfrid Martens pour décider de ce rapatriement et céder le relais à la force d'interposition africaine à laquelle la Belgique apportera un soutien financier et logistique...la Belgique maintient sa coopération civile et militaire avec le Rwanda. Les partis d'opposition ont encore stigmatisé, je cite, la politique africaine incohérente et à géométrie variable du gouvernement Martens, politique intransigeante, selon eux, envers le Zaïre, malgré l'importance des enjeux économiques belges et d'une grande indulgence vis-à-vis du régime du président Habyarimana."

- Journaux Afrique du 28 octobre 90 (1990 JAF 0301)

69/ Afrique matin (1990 JAF 0301 A)

P = Nicolas Baliqne

T = ... l'armée rwandaise se trouverait en position favorable.

Corr. de Jean Hélène :

Diffusée la veille au soir

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

Diffusée la veille au soir

70/ Afrique midi (1990 JAF 0301 C)

Pas de mention du Rwanda

71/ Afrique soir (1990 JAF 0301 D)

Pas de mention du Rwanda

- Journaux Afrique du 29 octobre 90 (1990 JAF 0302)

72/ Afrique matin (1990 JAF 0302 A)

Pas de mention du Rwanda

73/ Afrique midi (1990 JAF 0302 C)

Pas de mention du Rwanda

74/ Afrique soir (1990 JAF 0302 D)

Bande muette

- Journaux Afrique du 30 octobre 90 (1990 JAF 0303)

75/ Afrique matin (1990 JAF 0303 A*)

P = Nicolas Balique

T= L'offensive des troupes gouvernementales se confirme. Kigali serait sur le point de reprendre le poste frontière de Kagitumba, information donnée par une source militaire ougandaise. Rappelons que l'armée rwandaise avait repris la ville garnison de Gabiro où 110 rebelles auraient été tués et contrôlerait désormais la zone de Nyagatare. Une chose est néanmoins certaine, le cessez le feu décrété la semaine dernière aura été de courte durée.

76/ Afrique midi (1990 JAF 0303 C)

P= Jean Karim Fall

T = La progression de l'armée rwandaise qui se rapproche de la frontière ougandaise où les rebelles se sont retirés.

Pap. de Ghislaine Dupont :

"De source militaire, les troupes gouvernementales sont à 10 km de Kagitumba. Les rebelles, toujours selon la même source, n'opposeraient presque plus de résistance. La ville stratégique de Gabiro est elle aussi apparemment aux mains des gouvernementaux. Alors qu'est ce qui pourrait expliquer ce recul des rebelles? Peut être deux choses. D'abord la prise de Gabiro coupe leur ligne de ravitaillement sur la route nationale. Ensuite, sur le plan diplomatique, il y a le processus de négociation dont on discute à Goma...les rebelles ont-ils accepté la proposition ? Aucune confirmation pour le moment. Une chose est sûre. Le nombre de réfugiés qui fuient la guerre au Rwanda ne cesse d'augmenter. MSF vient de décider d'envoyer en Ouganda une équipe et du matériel pour leur venir en aide."

77/ Afrique soir (1990 JAF 0303 D)

P = Jean Diatta

T = Alors que les observateurs neutres ne sont toujours pas arrivés sur le terrain, le président rwandais se refuse à toute discussion avec les rebelles.

P : La radio nationale congolaise a annoncé qu'une réunion entre rebelles et gouvernement rwandais devrait avoir lieu demain à Gbagolite.

Pap. de Ghislaine Dupont :

"Il n'est pas question de négocier avec nos agresseurs aussi longtemps que leur départ du Rwanda n'interviendra pas comme partie intégrale d'un quelconque règlement. Voilà texto la déclaration du président Habyarimana. Une déclaration qui pose de fait une nouvelle position. Pourquoi ? Cette prise de position est en contradiction avec les termes du cessez le feu négocié par le MAE belge... Selon cet accord, le cessez le feu s'entendait in situ, c'est-à-dire sur les positions conquises par les rebelles. Cela dit, cet accord n'a pas été respecté puisque les combats n'ont jamais cessé. D'ailleurs, le groupe d'observateurs... n'est toujours pas constitué... apparemment, il y a eu un contretemps. Question. A quoi va servir une force d'interposition si les troupes gouvernementales continuent leur progression et arrivent à repousser les rebelles en Ouganda ?"

Invité d'Afrique soir : Emmanuel Ntezimana, ancien doyen de la faculté d'histoire de Ruhengeri et membre de la commission nationale de synthèse, nommée voici deux mois par le président Habyarimana. Cette commission de 30 membres est chargée de susciter un débat sur de nouvelles institutions au Rwanda et devrait prochainement rendre un rapport. Elle doit identifier les maux dont souffre le pays et en faire en quelque sorte l'autopsie.

"...le plus important serait le pluralisme ou multipartisme... Il faut aujourd'hui permettre à toutes les tendances de s'exprimer... J'espère que les armes ne vont pas trop longtemps parler. Mais la commission doit tenir compte des raisons de ce conflit et, entre autres, le problème des immigrés, des réfugiés, dont d'ailleurs la commission s'était saisie... que tous nos compatriotes qui vivent à l'étranger et qui veulent rentrer puissent le faire..."

(Q. Jean Diatta : dans votre pays, comme en Afrique du sud, l'origine ethnique des citoyens est inscrite sur les cartes d'identité. Est-ce que vous pensez que cette situation peut perdurer ?)

C'est une situation héritée de la colonisation... ça a servi à l'intériorisation des consciences ethniques. A l'indépendance, le gouvernement n'a pas pensé à changer ces cartes d'identité, la IIème République non plus. Je pense qu'à notre époque, ces éléments doivent disparaître.

(Q. Jean Diatta : vous êtes en tournée en Europe. Vous vous êtes rendu en Belgique, en Suisse et maintenant en France. Vous avez rencontré des compatriotes exilés rwandais, qui n'étaient pas forcément d'accord avec le gouvernement en place. Que vous êtes vous dits ?)

Je pense, et nous sommes presque unanimes, que le fait que nous formions un peuple-nation, cas rare en Afrique, est un atout majeur.

(Q. Jean Diatta : en conclusion, vous êtes plutôt optimiste pour l'avenir du Rwanda malgré les événements graves actuels ?)

Je suis optimiste et je pense que les différentes crises nous permettent de nous retrouver avec nous-mêmes, avec notre propre histoire, de nous assumer et de pouvoir travailler ensemble."

- Journaux Afrique du 31 octobre 90 (1990 JAF 0304)

78/ Afrique matin (1990 JAF 0304 A*)

P = Nicolas Balique

T= Confusion diplomatique au Rwanda. Alors que Kigali refuse toute négociation avec les rebelles, on annonce aujourd'hui une rencontre dans le nord du Zaïre.

Itw du MAE rwandais, Casimir Bizimungu (en direct) :

(Q. de N.B. : Bonjour Monsieur le ministre, quelle est exactement la situation militaire sur le terrain ce matin ?)

" La situation militaire est la suivante. Hier à 17h les FAR ont repoussé l'ennemi en dehors du territoire rwandais, de telle sorte que"

N.B. : merci Monsieur le ministre, je vous remercie. Nous nous excusons. Ce sont les aléas du direct. »

79/ Afrique midi (1990 JAF 0304 C)

P = Jean Karim Fall

T = L'armée rwandaise contrôlerait la totalité du territoire. Les rebelles se seraient repliés en Ouganda.

P : nouveau succès pour l'armée rwandaise. En dépit du cessez le feu, l'armée gouvernementale poursuit sa progression à la frontière ougandaise. Elle s'est emparée du poste frontière stratégique de Kagitumba. La chute de cette localité a été annoncée par la radio.

Itw du MAE rwandais, Casimir Bizimungu :

"Aujourd'hui, nous savons que les assaillants vivent désormais au-delà de nos frontières. Et très certainement, ils vivent une fois de plus en Ouganda. Avec le refoulement de nos agresseurs, nous attendons que le président ougandais puisse matérialiser sa promesse... parce qu'ils avaient dit que si ces garçons revenaient en Ouganda, ils seraient jugés et condamnés. Nous espérons qu'au moins il va les désarmer et qu'il ne va plus nous les envoyer..."

Pap. de Ghislaine Dupont :

"On dit même que les troupes gouvernementales ont été les premières étonnées. Cette prise de Kagitumba est un revers pour les rebelles. C'est de ce poste frontière qu'avait été déclenchée l'offensive du FPR... Du côté de la rébellion, on conteste bien sûr tous ces communiqués de victoire. La stratégie des rebelles seraient de rester dans la brousse plutôt que de s'exposer à des contre-offensives en occupant les villes. Les rebelles se seraient donc dispersés dans la réserve de chasse du Mutara, dans le parc national de l'Akagera. Une tactique de guérilla. Alors cette nouvelle situation sur le terrain va-t-elle compromettre les négociations ? Une réunion devrait se tenir aujourd'hui à Gbadolite entre gouvernement et rebelles... Mobutu a reçu lundi dernier un responsable de la rébellion mais ce même lundi le président rwandais faisait lui preuve d'une grande intransigeance. Pas question de négocier avec les rebelles disait-il tant qu'ils ne quitteront pas toutes leurs positions. Une nouvelle condition en contradiction avec le cessez le feu négocié par le MAE belge... Aujourd'hui en tout cas sur le terrain, la donne semble avoir changé et l'accord n'a sans doute plus aucune valeur."

80/ Afrique soir (1990 JAF 0304 D)

P = Jean Diatta

T = La prise du poste frontière de Kagitumba se confirme. Les rebelles parlent eux de repli tactique.

P : Le MAE rwandais l'avait dit sur nos antennes ce matin. Des témoins en territoire ougandais confirment cette reprise. Mais ils précisent que les rebelles du FPR avaient déserté le poste dès hier matin. Chez les rebelles qui mettent en cause l'aide militaire de la France et de la Belgique au régime de Kigali, c'est un autre son de cloche.

Itw du porte-parole du FP en Europe (Ghislaine Dupont) :

"Nous ne sommes pas allés au Rwanda pour contrôler les postes, nous sommes allés au Rwanda pour combattre le gouvernement du Rwanda.

(Q. de G.D. : mais cette ville vous la teniez avant ?)

Pour nous, ça ne sert à rien. Je crois, Madame, que vous savez ce que nous sommes. Nous sommes des rebelles. On peut employer toutes les techniques. Il y a les techniques de guérilla...

(Q. de G.D. : mais vous avez tout de même été repoussés. La ville de Gabiro a été également reprise par les gouvernementaux.)

Vous dites que nous avons été repoussés. Mais Kagitumba est sur la frontière. Où est-ce que nous sommes aujourd'hui ?

(G.D. : dans la brousse!)

Mais on est dans la brousse parce qu'on est des rebelles.

(Q. de G.D. : donc pour vous il n'y a pas de défaite ?)

Il n'y a pas de défaite... On n'est pas défait... mais cela montre qu'ils ne veulent pas dialoguer. On a attendu trente ans et regardez, il refuse toujours. Qu'il y vienne nous désarmer, lui !

(Q. de G.D. : donc vous tenez toujours des positions en territoire rwandais ?)
Bien sûr."

P : Selon le responsable des rebelles que nous venons d'entendre, aucun membre du FPR n'a accepté de participer à la rencontre prévue à Gbagolite...les réfugiés continuent d'affluer.

Itw d'un des responsables du HCR pour l'Afrique centrale (au micro de la radio burundaise) :

"Vous n'êtes pas sans savoir que le gouvernement rwandais est seul pour faire face aux impératifs économiques qu'entraînerait la rapatriement massif des réfugiés rwandais..."

Novembre 1990

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 01 novembre 90 (1990 JAF 0305)

81/ Afrique matin (1990 JAF 0305 A)

P = Muriel Pomponne

T = Les combats se poursuivent dans le nord-est mais l'armée semble maîtriser la situation. Les rebelles ont du quitter la ville frontière de Kagitumba qu'ils occupaient depuis le début de leur intervention. Pour le FPR, il s'agit d'un repli tactique.

Itw du porte-parole du FP en Europe (Ghislaine Dupont) :

Diffusée la veille au soir

P : La Belgique attend toujours une réponse des Européens qu'elle a sollicités pour soutenir une force interafricaine de contrôle du cessez le feu. Le dernier soldat belge devrait quitter aujourd'hui le Rwanda. En revanche, les 300 soldats français sont toujours sur place.

82/ Afrique midi (1990 JAF 0305 C)

P = Philippe Leymarie

T = La guerre est terminée, c'est ce qu'affirme ce matin la radio nationale à Kigali. Vous entendrez les explications du président Habyarimana, qui est moins triomphaliste.

Itw du président Habyarimana (Thomas Kamirindi) :

« ...je ne sais pas pourquoi l'ennemi s'est retiré, c'est pourquoi je ne peux pas prédire si la guerre est totalement terminée. Ca dépend de l'attitude de l'agresseur mais ça dépend aussi de l'attitude du gouvernement ougandais...j'espère qu'il ne va plus les relâcher sur nous et dire qu'ils sont partis à son insu... »

Pap. d'Assane Diop :

"Du côté du gouvernement rwandais, on se dit toujours favorable à des négociations...les rebelles ont été invités à Gbadolite, ils n'ont pas donné suite. Motif du refus du FPR : le gouvernement rwandais aurait rompu le cessez le feu. Enfin, les maquisards démentent avoir été repoussés hors des frontières du Rwanda... »

Itw du porte-parole du FP en Europe (Ghislaine Dupont) :

Diffusée la veille au soir et le matin même

Extrait diffusé :

(Q. de G.D. : mais vous avez tout de même été repoussés. La ville de Gabiro a été également reprise par les gouvernementaux.)

Vous dites que nous avons été repoussés. Mais Kagitumba est sur la frontière. Où est-ce que nous sommes aujourd'hui ?

(G.D. : dans la brousse!)

Mais on est dans la brousse parce qu'on est des rebelles.

(Q. de G.D. : donc pour vous il n'y a pas de défaite ?)

Il n'y a pas de défaite... On n'est pas défait... mais cela montre qu'ils ne veulent pas dialoguer. On a attendu trente ans et regardez, il refuse toujours. Qu'il y vienne nous désarmer, lui !

(Q. de G.D. : donc vous tenez toujours des positions en territoire rwandais ?)

Bien sûr."

P : Un responsable militaire rwandais affirme que 800 rebelles se cachent dans le parc national de la Kagera.

83/ Afrique soir (1990 JAF 0305 D)

P = Assane Diop

T = la rébellion recule sur le terrain des combats dans le nord-est. Des maquisards ont été refoulés en territoire ougandais, d'autres seraient en débandade. A Kigali, on fête la fin de la guerre, annonce nuancée par le chef de l'Etat.

Itw du président Habyarimana (Thomas Kamirindi) :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 03 novembre 90 (1990 JAF 0307)

84/ Afrique midi (1990 JAF 0307 C)

P = Philippe Leymarie

T = Le chef des rebelles, le général Fred Rwigyema est mort. La nouvelle est confirmée par l'Ouganda et son mouvement le FPR. Il a été tué dès le second jour de l'invasion.

Itw du représentant du FP à Bruxelles (Quentin Dickinson) :

« On a attendu un mois parce qu'il y avait plusieurs raisons. La première parce qu'on venait d'attaquer, cela aurait démobilisé les gens...en plus, cela aurait donné du courage à l'ennemi...cela aurait donné beaucoup de choses à des pays qui aident, comme la Belgique, la France et le Zaïre qui ont amené des soldats. Ils ne seraient pas partis... »

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

« Selon Tito, membre du bureau exécutif du FPR, de passage à Bruxelles, le général Rwigyema a trouvé la mort le 2 octobre dernier...Le général serait mort sur le coup en sautant sur une mine placée par l'armée régulière. Pour des raisons psychologiques évidentes, il a été décidé de taire l'information et le commandement en chef a été repris par un groupe de trois officiers supérieurs...selon les rebelles, l'armée rwandaise s'est toujours dérobée lors de leurs attaques mais bombardait de loin leurs positions en atteignant souvent les populations civiles. Pour ces raisons, dit encore les rebelles, il y a eu un changement de tactique avec leur repli sur le parc naturel de l'Akagera, qu'ils affirment toujours tenir...en tout cas, le FPR se montre très conciliant envers le président Mobutu, éventuel médiateur, malgré l'engagement de troupes zaïroises au Rwanda. »

- Journaux Afrique du 04 novembre 90 (1990 JAF 0308)

85/ Afrique matin (1990 JAF 0308 A)

P = Muriel Pomponne

T = Reprise des combats. Les rebelles ont repris le poste frontière de Gatuna sur la principale voie d'accès vers l'Ouganda.

P : Les rebelles sont ainsi arrivés à couper la principale route qui traverse le Rwanda de part en part. Une offensive qui a eu lieu le jour de l'annonce de la mort de leur leader, le général Rwigyema. Celui-ci, véritable figure légendaire du mouvement, est en fait décédé le 2 octobre dernier. Il a sauté sur une mine et est mort sur le coup. Cependant, le FPR aura attendu un mois pour annoncer ce décès, histoire semble-t-il, de ne pas démoraliser les troupes. Les explications de l'un des membres du FP, M. Tito.

Itw du représentant du FP à Bruxelles (Quentin Dickinson) :

Diffusée hier midi

P : Selon des sources diplomatiques à Nairobi, l'un des dirigeants du FPR Salim Saleh serait le demi-frère du président ougandais Museveni. On annonce officiellement en Belgique que les derniers parachutistes sont rentrés hier.

86/ Afrique midi (1990 JAF 0308 C)

P = Philippe Leymarie

T = Les rebelles s'emparent d'un poste frontière tuant plusieurs soldats.

P : certains ont dansé cette nuit à Kigali pour fêter la mort officielle du général rebelle Fred Rwigyema, une mort qui est d'ailleurs mise en doute par certaines autorités à Kigali. En tout cas, cette mort n'a pas empêché les combats de reprendre.

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Effectivement, les rebelles sont repassés à l'attaque hier. Ils se sont emparés de Gatuna... une reprise qui a été confirmée par Kigali. Le contrôle du poste de Gatuna est important parce qu'il permet aux rebelles de couper la route stratégique d'approvisionnement qui part au sud depuis Bujumbura, traverse le Rwanda, Kampala jusqu'au port kenyan de Mombassa. D'ailleurs, du côté de Kigali, on accuse les rebelles de vouloir asphyxier le pays. Il y a eu huit morts au cours de cette attaque, qui a été menée par plusieurs centaines de rebelles. Ils se seraient aussi emparés de munitions, d'armes, de véhicules appartenant aux forces gouvernementales avant d'avancer de six km à l'intérieur du territoire rwandais... par ailleurs, l'armée rwandaise a donné l'ordre aux populations de quitter la frontière. Ce matin, des centaines de personnes fuyaient vers Kabale, plus au nord à l'intérieur de l'Ouganda. En tout cas, cette récente attaque dément sur le terrain concrètement le communiqué de la radio nationale rwandaise qui annonçait jeudi dernier que la guerre était terminée. »

P : Précisons que la Belgique a procédé hier au retrait de ses derniers soldats. Le contingent français, quant à lui, est toujours sur place.

87/ Afrique soir (1990 JAF 0308 D)

P = Dominique de Courcelles

T = Les rebelles s'emparent du poste frontière de Gatuna.

Pap. de Monique Mas (elle reprend à peu près le papier de Dominique de Courcelles) :

« Les rebelles sont repassés à l'attaque hier matin... Avec Gatuna, le FP tient la route qui assure l'approvisionnement du Burundi et du Rwanda via l'Ouganda... En tout cas, du côté de Kigali, on persiste à voir la main de l'Ouganda dans cette nouvelle offensive et on se refuse à toute idée de négociation avec les rebelles. »

- Journaux Afrique du 05 novembre 90 (1990 JAF 0309)

88/ Afrique matin (1990 JAF 0309 A)

P = Nicolas Balique

T = Les rebelles ont repris la ville de Gatuna. La guerre n'est donc pas terminée comme l'a affirmé la radio nationale rwandaise.

P : Alors même que l'on annonçait la mort de leur leader, les rebelles reprennent l'initiative.

Itw du directeur de l'Office rwandais de l'information qui reconnaît effectivement l'importance stratégique de la nouvelle offensive rebelle (Monique Mas) :

« C'est important dans la mesure où c'est quand même le territoire national... C'est quand même moins important que l'attaque qui avait été lancée sur la région de Kagitumba... c'est réel que, sur le plan économique, si cette occupation devait se prolonger, ce ne serait pas très agréable pour nous mais il semble qu'il n'y ait pas beaucoup d'inquiétudes à cet égard.

(Q. de Monique Mas : où en sont les possibilités de négociation à cet égard ?)

Jusqu'à présent, c'est la partie ougandaise qui ne répond pas. Côté gouvernement rwandais, l'ouverture demeure. Le président a affirmé publiquement que la négociation est ouverte concernant le problème des réfugiés. Mais la négociation avec les attaquants inyenzi, ça c'est exclu en tout cas directement c'est exclu. »

P : Précisons que la Belgique a procédé hier au retrait de ses derniers soldats. Le contingent français, quant à lui, est toujours sur place.

89/ Afrique midi (1990 JAF 0309 C)

P = Jean Karim Fall

T = Les combats auraient repris au nord. Si on en croit le journal gouvernemental ougandais « New vision », les rebelles auraient pris le contrôle de nouveaux postes frontières. La reprise des combats au Rwanda a coïncidé avec la désignation d'un nouveau chef dans les rangs du FPR. Le nouveau chef rebelle, qui a comme le précédent, fait ses classes dans l'armée ougandaise.

Pap. de Nicolas Balique :

« Agé d'une trentaine d'années, Paul Kagame a été le chef de la sûreté ougandaise. D'origine tutsie comme Fred Rwigyema, on ignore pourtant à quelle époque il a quitté les forces régulières de Kampala, tout comme la date de sa prise de fonction à la tête des rebelles. On peut cependant supposer que celle-ci remonte au jour même de la mort de Rwigyema, le 2 octobre dernier. Les causes de la mort du chef rebelle sont d'ailleurs au centre d'une polémique, car pour les autorités rwandaises, il est impossible que le chef rebelle ait été tué par mine comme annoncé par le FPR. L'explication en est très simple : aucun explosif n'avait été placé dans la zone de Kagitumba où Rwigyema a été tué. Kigali affirme au contraire que le chef du FPR a été victime d'un règlement de comptes au sein de son propre mouvement. Mais sans doute s'agit-il là d'un nouvel effet de la guerre psychologique que se livrent les deux parties. Quoi qu'il en soit et sur le terrain, il se confirme que l'initiative est revenue aux militants du FPR, alors que la radio nationale annonçait que la guerre était terminée, les rebelles ont changé de front ce week end en s'attaquant plus au nord au poste frontière de Gatuna. Ce qui aurait donné lieu à de violents combats. Mais pour

les rebelles, c'est une position importante puisqu'elle leur permet désormais de contrôler la route principale qui relie Kigali à l'Ouganda et au Kenya. Une contre-offensive qui visait également plusieurs autres localités, notamment à la frontière avec la Tanzanie et le Burundi et qui conforterait l'hypothèse de repli stratégique, annoncé par les rebelles, qui chercheraient donc désormais à provoquer l'asphyxie économique du pays. »

P : Sachez que le ministre de la Coopération, Jacques Pelletier, va entamer à partir de demain mardi une tournée dans plusieurs capitales d'Afrique centrale et orientale. Il va faire le point sur la situation au Rwanda et tenter de relancer une initiative de paix. Rappelons ici que la France a dépêché sur place 300 parachutistes. Quant à la Belgique, elle vient de rapatrier les 535 para commandos qui avaient été envoyés à Kigali.

90/ Afrique soir (1990 JAF 0309 D)

P = Jean Diatta

T = La France essaye de relancer une conférence régionale pour la paix et les rebelles ont depuis aujourd'hui un nouveau chef.

P : La France essaye de relancer une conférence régionale sur le Rwanda. Les combats ont continué ce week-end. Le ministre de la Coopération Jacques Pelletier s'est rendu aujourd'hui à Bruxelles en compagnie de Jean Christophe Mitterrand, le conseiller du président de la République pour les Affaires africaines. Après un entretien avec le MAE belge, les deux hommes devaient s'envoler ce soir pour Kigali. Ils iront à la demande de François Mitterrand pour une mission d'information et verront dans les pays voisins quelles sont les chances d'une conférence régionale pour que la paix revienne après un mois et une semaine de combats au Rwanda. Des entretiens sont donc prévus avec le président Habyarimana, puis la délégation française rencontrera jusqu'à vendredi les chefs d'Etat du Kenya, de l'Ouganda, de Tanzanie, du Zaïre et du Burundi.

Et puis le fameux commandant Fred, le chef des rebelles rwandais, vient d'être remplacé. Le général Fred Rwigyema était mort le 2 octobre dernier dans des conditions non élucidées. Son successeur est Paul Kagame, lui aussi un Tutsi réfugié en Ouganda qui occupait également des fonctions importantes dans l'armée ougandaise, dont il était chef de la sûreté.

Et en dernière minute, on apprend que les rebelles se sont retirés du poste frontière de Gatuna, repris par eux samedi.

- Journaux Afrique du 06 novembre 90 (1990 JAF 0310)

91/ Afrique matin (1990 JAF 0310 A)

P = Nicolas Baliq

T = Nouvelle croisade diplomatique. C'est au tour du ministre de la Coopération Jacques Pelletier de prendre son bâton de pèlerin. Jacques Pelletier, accompagné du conseiller présidentiel aux Affaires africaines, Jean Christophe Mitterrand, est attendu ce matin à Kigali.

Pap. de Jean Karim Fall :

« Face au forcing diplomatique de la Belgique...la France tente donc à son tour de relancer le processus de paix au Rwanda. Jacques Pelletier et le conseiller présidentiel aux Affaires africaines sont attendus ce matin à Kigali...Ils vont ensuite rencontrer l'Ougandais Yoweri Museveni, que les dirigeants rwandais ne ménagent pas car il serait coupable selon eux de complicité avec les rebelles du FPR... La situation dans le nord est confuse...aujourd'hui la tactique des rebelles se précise, c'est de la guérilla...autant dire que si une solution n'intervient pas, la guerre a encore de beaux jours devant elle au Rwanda. »

92/ Afrique midi (1990 JAF 0310 C)

P = Jean Karim Fall

T = Nouvelle croisade diplomatique. Jacques Pelletier, accompagné du conseiller présidentiel aux Affaires africaines Jean Christophe Mitterrand, sont arrivés à Kigali.

Pap. de Jean Karim Fall (dit par Monique Mas) :

Diffusée le matin

Idem sauf :

Ils vont ensuite rencontrer l'Ougandais Yoweri Museveni, que Kigali accuse de complicité avec les rebelles du FPR.

93/ Afrique soir (1990 JAF 0310 D)

P = Jean Diatta

T = Le ministre français de la Coopération a rencontré aujourd'hui le président Habyarimana.

P : Jacques Pelletier a expliqué sur les antennes de la radio rwandaise les objectifs de sa mission.

Itw de Jacques Pelletier, ministre français de la Coopération :

« Nous allons essayer de donner des paroles d'apaisement dans tous les pays où nous passerons. La France est toujours un peu ennuyée, triste de voir des pays amis qui se déchirent. Et avoir des guerres, ce n'est jamais une bonne solution. Il vaut mieux essayer de discuter et nous sommes là pour essayer d'apaiser un peu dans cette région. Mais nous ne sommes pas là dans une mission de paix, nous sommes là pour prêcher l'apaisement et j'espère que cela débouchera sur la paix. Nous le souhaitons tous. Je crois qu'il est question de pouvoir réunir un jour une conférence sur les réfugiés. Je crois que ce serait tout à fait important dans cette région car il y en a beaucoup. Nous allons envisager ce problème avec nos interlocuteurs dans chaque pays. Voir comment la France peut aider à ce processus. Mais ce processus, c'est surtout les Africains qui doivent le mettre en œuvre. L'OUA doit jouer un rôle important et nous sommes là pour les aider s'ils le souhaitent. »

P : la situation alimentaire se dégrade. Selon des organisations humanitaires, la famine aurait fait son apparition dans les zones de combat.

- Journaux Afrique du 07 novembre 90 (1990 JAF 0311)

94/ Afrique matin (1990 JAF 0311 B)

P = Nicolas Balique

T = suite de la tournée diplomatique française

P : 2^{ème} journée de la tournée diplomatique française. Jacques Pelletier et Jean Christophe Mitterrand sont aujourd'hui en Tanzanie...

Itw de Jacques Pelletier, ministre français de la Coopération :

Diffusée la veille au soir

P : Quant aux 300 soldats dépêchés sur place, Jacques Pelletier a affirmé qu'ils resteraient sur place tant que la situation le justifierait. Les combats se poursuivent au nord. Les rebelles affirment contrôler l'axe routier Kigali - Kampala, un axe vital pour l'approvisionnement de la capitale. Selon le FPR, les combats de ces derniers jours auraient fait près de 80 morts parmi les FAR. Selon des témoignages de réfugiés en Ouganda, le nord du Rwanda connaîtrait de sérieux problèmes de famine.

95/ Afrique midi (1990 JAF 0311 C)

P = Jean Karim Fall

T = La guerre continue au Rwanda, les autorités de Kigali viennent de le reconnaître. A Nairobi, la petite phrase du ministre français de la coopération. Il a annoncé le

retour des coopérants français à Kigali. Ils vont reprendre leur poste lundi prochain, a-t-il précisé. Les rebelles affirment contrôler l'axe routier Kigali - Kampala, ce que les autorités rwandaises ne démentent pas.

Pap. de Donaig Le Du :

« Les combats continuent, c'est le président Habyarimana lui-même qui l'a reconnu... Il admet donc maintenant que les hommes du FPR se battent toujours contre l'armée dans le parc de l'Akagera ainsi qu'à Gatuna. Quant aux rebelles, ils affirment contrôler l'axe routier Kigali - Kampala... Ils précisent qu'ils ont évacué les localités de Gabiro, Kagitumba et Nyagatare pour préserver les populations civiles. L'un des représentants du FPR nous a d'ailleurs affirmé que son mouvement avait toujours la volonté d'engager des négociations avec le pouvoir. Les rebelles comptent beaucoup, semble-t-il, sur la visite dans la région du ministre français de la coopération. Ils espèrent que ce voyage de Jacques Pelletier permettra de débloquer la situation au niveau diplomatique. »

96/ Afrique soir (1990 JAF 0311 D)

P = Jean Diatta

T = Les combats se poursuivent, comme l'a reconnu hier le président Habyarimana. Le ministre français de la coopération était aujourd'hui à Nairobi, Entebbe et Bujumbura. La délégation française est attendu demain à Gbadolite au Zaïre puis retournera à Kigali. Notons aussi que le MAE belge se rendra dimanche prochain au Rwanda pour demander à Kigali de respecter le cessez le feu et ouvrir le dialogue avec l'opposition interne et externe au régime.

- Journaux Afrique du 08 novembre 90 (1990 JAF 0312)

97/ Afrique matin (1990 JAF 0312 B)

P = Nicolas Baliq

T = Alors que la délégation française continue son marathon diplomatique, on s'interroge toujours sur les causes du décès du chef rebelle Fred Rwigyema.

P: C'est toujours la polémique autour de la mort du chef rebelle dès les premiers jours du conflit. Les rebelles affirment toujours que c'est une mine qui est à l'origine de sa mort. Tandis que Kigali prétend que ce sont les membres du FPR eux-mêmes qui l'ont abattu. Et voilà Jean Hélène que l'on parle d'autres règlements de compte au sein du FPR.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« La mort de Fred Rwigyema reste encore un mystère. D'après les dernières informations recueillies à Nairobi, le chef du FPR aurait été abattu le 3 octobre par

son second Peter Bayingana au cours d'une violente discussion sur la stratégie à adopter pour renverser le régime de Kigali. Ce même major Bayingana aurait été abattu à son tour par des proches du commandant Fred le 22 octobre, ce qui expliquerait selon certains les revers militaires subis par les rebelles dans la dernière semaine d'octobre au moment où l'APR était privée de chef. Aucune preuve tangible ne vient étayer ces informations. Il semble seulement acquis que le général Rwigyema n'a pas sauté sur une mine, comme l'annonçait la semaine dernière à Bruxelles le représentant des rebelles. Reste que, dans ce conflit où chacun cherche à décrédibiliser son adversaire, il est dans l'intérêt de Kigali de présenter le FPR comme une force divisée qui règle ses désaccords de manière expéditive. »

P : Hier à Nairobi, Jacques Pelletier a insisté sur la nécessité d'une conférence nationale placée sous l'égide de l'OUA.

Itw de Jacques Pelletier (Jean Hélène) :

«Il faut que nous essayons tous ensemble d'organiser une conférence régionale sur ce problème sous l'égide de l'OUA et du HCR... Je suis sûr que si on arrive à une telle conférence régionale, on peut obtenir des résultats. »

98/ Afrique midi (1990 JAF 0312 C)

P = Jean Karim Fall

T = Enquête de notre envoyé spécial à Nairobi sur les circonstances de la mort du chef du FPR. Plusieurs versions circulent.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée le matin

99/ Afrique soir (1990 JAF 0312 D)

P = Jean Diatta

Pas de mention du Rwanda

- Journaux Afrique du 09 novembre 90 (1990 JAF 0313)

100/ Afrique matin (1990 JAF 0313 A)

P = Kamel Djaidier

Pas de mention du Rwanda

101/ Afrique midi (1990 JAF 0313 C)

P = Philippe Leymarie

T = La France prête à aider financièrement le Rwanda pour aider à régler le problème des réfugiés. C'est ce que vient d'affirmer Jacques Pelletier à l'issue d'une tournée dans la région.

Notons également qu'un des hauts responsables du FPR a démenti hier à Bruxelles que Fred Rwigyema ait été tué par son adjoint. Le FP a rendu publique également une lettre des trois veuves des chefs militaires de ce front, dont Mme Jeannette Rwigyema, qui affirme, l'ennemi actuellement fait de son mieux pour semer la discorde parmi nous au moyen de désinformation, fin de citation.

102/ Afrique soir (1990 JAF 0313 D)

P = Christophe Boisbouvier

T = 2000 prisonniers libérés au Rwanda. C'est ce que viennent d'annoncer les autorités locales, qui détiendraient entre 4000 et 6000 personnes depuis le début de la guerre civile.

P : ...La Belgique notamment a protesté contre les conditions de détention des prisonniers dans des cellules surpeuplées. Côté français, le ministre de la coopération vient de visiter la région. Il propose une aide financière, peut être aussi une médiation. Vous venez de le rencontrer Dominique de Courcelles, l'avez-vous senti optimiste ?

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Jacques Pelletier rentre résolument optimiste, ce sont ses termes, de la tournée qu'il vient de faire dans la région....les chefs d'Etat qu'il a rencontrés se montrent vraiment attachés à ce que le problème se résolve par le dialogue et par le cessez le feu. Selon le ministre, cette fois-ci, les observateurs devraient être sur place à Goma dans quelques jours...Le président ougandais, en tant que président de l'OUA, va s'attacher à instaurer un vrai cessez le feu. C'est le président Mobutu qui va continuer son rôle de médiateur. Le président Museveni est prêt à accueillir la conférence régionale sur les réfugiés. »

P : En tout cas, cette bonne nouvelle, 2000 prisonniers viennent d'être relâchés. On vient de l'apprendre à Kigali.

- Journaux Afrique du 10 novembre 90 (1990 JAF 0314)

103/ Afrique matin (1990 JAF 0314 A)

P = Kamel Djaidier

T = 2000 prisonniers libérés hier au Rwanda.

P : C'est radio Kigali qui l'a annoncé sans donner plus de précisions sur l'identité des prisonniers. Entre 4000 et 6000 personnes ont été emprisonnées depuis le 1^{er} octobre dernier.

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Quelques jours après l'invasion du pays, il y avait eu une vague d'arrestation absolument gigantesque. Selon la Ligue internationale des droits de l'homme qui a récemment fait une mission sur place au Rwanda : 6000 personnes avaient été arrêtées, une véritable rafle effectuée donc dans la hâte, puis la surprise de l'attaque... A Kigali, les personnes avaient été d'abord rassemblées dans un stade, puis avaient été soit relâchées, soit dirigées vers les prisons qui étaient déjà surpeuplées. On imagine donc l'entassement qu'a du provoquer ce nouvel afflux de milliers de personnes. Plusieurs voix s'étaient élevées pour dénoncer les conditions de détention épouvantables, et parmi elles, la Belgique, ancien pouvoir colonial. D'après le MAE rwandais, sont libérés ou vont bientôt l'être, tous ceux qui étaient emprisonnés pour des délits mineurs, c'est-à-dire ceux qui avaient violés le cessez le feu ou ceux qui n'avaient pas leurs papiers. En revanche, ceux que l'on suspecte de complicité avec les rebelles restent en prison. Tous les détenus passent devant une commission qui détermine s'ils sont ou non coupables d'entente avec les rebelles, et les interrogatoires se poursuivent toujours. »

P : De retour à Paris, Jacques Pelletier a déclaré que seul le dialogue pouvait permettre une solution à la crise du Rwanda... Il a également affirmé que le processus de retour à la paix doit passer par 4 étapes : d'abord le dialogue, puis le cessez le feu, la mise en place d'observateurs et enfin la tenue d'une conférence régionale sur l'ensemble des problèmes.

104/ Afrique midi (1990 JAF 0314 C)

P = Philippe Leymarie

T = Dévaluation de 40 % de la monnaie pour soutenir une économie qui s'effondre depuis le début de la guerre civile. 2000 prisonniers libérés hier au Rwanda.

P : Le gouvernement annonce la libération de 2000 personnes... Il faut rappeler que les autorités avaient pratiqué des rafles importantes dans la capitale à mesure que les combats avec les rebelles se rapprochaient de la capitale...

Pap. de Ghislaine Dupont :

« 40% de dévaluation pour le Franc rwandais. Une mesure prise pour soutenir l'économie qui s'effondre depuis le début de la guerre civile... Les Rwandais doivent se serrer la ceinture. Le Rwanda est enclavé et surpeuplé. Il dépend principalement des produits qui arrivent de l'Ouganda. Mais aujourd'hui la frontière est fermée... depuis que les rebelles du FP venus d'Ouganda ont envahi le nord-est du pays. La situation est telle que des économistes affirment que, même si la guerre se terminait maintenant, il faudrait trois ans pour que le pays se redresse... Il y a la chute du prix du café, principal produit d'exportation... La France a fait part de son intention d'aider financièrement le Rwanda pour régler le problème des réfugiés. C'est en tout cas ce qu'a promis le ministre de la coopération. »

P : Le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Rwanda, Silas Majyambere, vient de faire part de son intention de créer un nouveau parti d'opposition. Il l'a dit hier à Bruxelles.

105/ Afrique midi (1990 JAF 0314 D)

P = Christophe Boisbouvier

T = ...le président Habyarimana n'y va pas par quatre chemins, une mesure très radicale !

Pap. de Ghislaine Dupont :

« Cette mesure s'inscrit dans un plan de mesures plus générales, plan réclamé par le FMI et la Banque mondiale. Les négociations se poursuivaient depuis plusieurs mois... le président met en place une politique d'austérité, et notamment sur les produits d'importation... La France a fait part de son intention d'aider financièrement le Rwanda pour régler un problème de taille, celui des réfugiés. »

P : Naissance d'un nouveau parti : l'Unité pour le peuple rwandais, créé à Bruxelles par le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Rwanda, Silas Majyambere.

- Journaux Afrique du 11 novembre 90 (1990 JAF 0315)

Pas de mention du Rwanda dans les éditions du matin et du midi.

106/ Afrique soir (1990 JAF 0315 D)

P = Dominique de Courcelles

T = Peut être un tournant dans le conflit au Rwanda. En tout cas, un coup dur porté aux rebelles du FP par la dernière décision du président Museveni. Il vient de décider de chasser tous les étrangers de l'armée ougandaise, une mesure qui prend effet immédiatement. Une commission spéciale va être mise en place pour identifier les soldats ougandais de ceux qui ne le sont pas. Jusqu'au 1^{er} octobre, date de l'invasion des rebelles rwandais venant de l'armée ougandaise, ils étaient 4000 Rwandais à servir dans les rangs de l'armée ougandaise.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« Il ne fait guère de doute que cette mesure vise avant tout les combattants d'origine rwandaise mais il n'en reste plus beaucoup au sein de la NRA. En effet, la quasi-totalité des 4000 réfugiés rwandais membres de la NRA ont déserté en octobre pour rejoindre les rangs des rebelles. Cette décision n'aura donc pas beaucoup d'effet au sein des rangs de l'armée rwandaise mais elle permet une nouvelle fois au président Museveni de se démarquer des rebelles du FPR. Et cela alors que Kigali ne cesse d'accuser l'Ouganda de soutenir de manière plus ou moins discrète les maquisards. Maquisards qui ont envahi le Rwanda à partir de l'Ouganda. Enfin, il s'agit pour Museveni de montrer sa bonne volonté après la tournée régionale du ministre français de la Coopération, qui s'efforce lui aussi de trouver une issue au conflit. Mais le président ougandais attend toujours de Kigali un geste en faveur des exilés rwandais qui réclament le droit au retour. »

P : Le gouvernement de Kigali a annoncé aujourd'hui une augmentation des prix allant de 25 à 30%...

- Journaux Afrique du 12 novembre 90 (1990 JAF 0316)

107/ Afrique matin (1990 JAF 0316 A)

P= Kamel Djaidar

T = Le président Museveni démobilise les ressortissants étrangers de son armée...

P : En Ouganda, une importante décision de Museveni...

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée la veille au soir

108/ Afrique midi (1990 JAF 0316 C)

P = Philippe Leymarie

T = Le président Museveni démobilise les ressortissants étrangers de son armée et notamment les soldats d'origine rwandaise.

Itw du représentant de la guérilla rwandaise Bosco Rwiyamirira, représentant du FP en Europe (Monique Mas) :

« Les décisions du gouvernement ougandais ne concernent que le gouvernement ougandais. Le FP se sent concerné par les problèmes du Front.

(Q. de M.M. : Est-ce qu'il y a des conséquences militaires ou politiques à cette mesure pour le FP ?)

Moi, je n'en vois pas. Les gens qui ont été chassés ou plus précisément licenciés de l'armée, leur sort sera celui de tous les Rwandais en Ouganda. Il n'y a rien de spécial à ça. Vous savez, le Front est en train de mener une guerre au gouvernement du dictateur Habyarimana. Le jour où on prendra le pouvoir, le Front espère qu'il y aura un régime plus démocratique. Il y a un plan à long terme sur la réinstallation des réfugiés au Rwanda.

(Q. de M.M. : Est-ce que dans l'immédiat vous estimez que ces soldats licenciés de l'armée ougandaise vont rejoindre vos rangs ?)

Mais ça je puis vous le dire. Je crois que cela a été dit haut et fort que les frontières étaient fermées jusqu'à présent.

(Q. de M.M. : Est-ce que cette décision ne marque pas l'embarras de Kampala à votre égard ?)

Les déserteurs qui sont partis sont partis. Mais maintenant la décision de licencier certains autres, je ne crois pas qu'il y ait des raisons de commencer à spéculer là-dessus. »

109/ Afrique soir (1990 JAF 0316 D)

P = Dominique de Courcelles

T = Les rebelles du FPR ont annoncé qu'ils détenaient toujours le poste frontière de Gatuna, qu'ils maîtrisaient toujours l'axe nord-sud et qu'ils avaient tué 200 soldats gouvernementaux.

Le président Museveni démobilise les ressortissants étrangers de son armée. Une décision qui ne semble pas affecter outre mesure le FPR.

Itw du représentant de la guérilla rwandaise Bosco Rwiyamirira, représentant du FP en Europe (Monique Mas) :

Diffusée à midi

P : Au sujet de la conférence régionale qui doit régler le problème des réfugiés rwandais, je vous propose d'écouter le ministre rwandais de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur.

Itw du ministre rwandais de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur (Emmanuel Koffi) :

« Jusqu'à maintenant les chefs d'Etat qui ont été approchés acceptent le principe de cette conférence régionale. Les modalités ne sont pas encore trouvées... »

- Journaux Afrique du 13 novembre 90 (1990 JAF 0317)

110/ Afrique matin (1990 JAF 0317 B)

P = Yves Rocle

T = Satisfaction de Kigali après la décision du président ougandais d'exclure tous les étrangers de son armée. Réactions : accueil mesuré par les rebelles qui ne semblent pas perturbés par cette décision, accueil mesuré par le gouvernement rwandais.

Itw du MAE rwandais Casimir Bizimungu (Christophe Boisbouvier) :

« Bien sûr nous devons remercier le président Museveni pour la volonté qu'il a manifestée de vouloir collaborer dans la sous région pour que le problème des réfugiés puisse trouver une solution. S'il s'avérait que le geste posé va dans le sens de déjà préparer la solution globale aux problèmes des réfugiés, là on pourrait être tranquilisé. Mais il me faut quelques jours pour que je sache dans quelle direction va cette décision.

(Q. de C.B. : Ca veut dire que vous voulez savoir si les Rwandais chassés de l'armée ougandaise vont rejoindre les rebelles ou non ? C'est cela ?)

Ca fait partie des questions que l'on peut se poser. Aujourd'hui, nous en avons abattu certains qui étaient revenus du côté ougandais. J'ajouterais que certains ont tiré à partir du territoire ougandais et c'est un fait documenté...voyez la complication. »

111/ Afrique midi (1990 JAF 0317 C)

P = Jean Karim Fall

T = Peut être une lueur d'espoir. Les Rwandais et les Ougandais vont mettre sur pied des patrouilles conjointes pour contrôler la frontière...

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« ...un nouveau geste du président Museveni...cette nouvelle décision peut vouloir dire que le président ougandais prend ses distances vis-à-vis du FPR. Reste à savoir si cette décision sera suivie d'effet ou si elle restera lettre morte comme nombre de résolutions de paix adoptées depuis le début du conflit. Les rebelles démentent toujours que l'Ouganda soit leur base arrière...d'après la radio rwandaise, 3000 d'entre eux se cacheraient toujours dans le parc de l'Akagera... »

Itw du MAE rwandais Casimir Bizimungu (Christophe Boisbouvier) :

Diffusée le matin

P : La Belgique va continuer sa coopération avec le Rwanda, c'est le MAE rwandais qui l'affirme après un entretien avec son homologue.

112/ Afrique soir (1990 JAF 0317 D)

P = Jean Karim Fall

T = Ouganda et Rwanda sont d'accord pour contrôler leur frontière.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée à midi

P : La commission des observateurs du cessez le feu attendent depuis 15 jours à Goma l'arrivée d'observateurs des rebelles. Il est vrai que le cessez le feu n'a jamais été appliqué sur le terrain.

- Journaux Afrique du 14 novembre 90 (1990 JAF 0318)

113/ Afrique matin (1990 JAF 0318 A)

P = Yves Rocle

T = Surprise au Rwanda. Après un mois et demi de conflit, le président Habyarimana a prononcé un discours pour le moins inattendu hier soir à l'Assemblée nationale. C'est ce qu'il a appelé un véritable processus de réconciliation nationale, en commençant par la suppression du parti unique.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« Le président Habyarimana a surpris plus d'un député en s'engageant à accélérer la démocratisation du pays encore soumis au régime du parti unique. Désormais, a déclaré le chef de l'Etat, tous les Rwandais sont autorisés à former des mouvements politiques... ce multipartisme de fait devrait être officialisé, toujours selon le chef de l'Etat, par un référendum en juin 91. Après avoir souligné que les Rwandais de l'intérieur comme ceux de l'extérieur pourraient se regrouper en formation politique, il a confirmé la tenue d'une conférence régionale sur le problème des réfugiés rwandais. Une conférence qui sera convoquée sous peu par le président tanzanien. Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses initiatives, le chef de l'Etat s'est engagé à abolir le système des cartes d'identité, qui mentionne l'ethnie de leur titulaire. Ce système est jusqu'à présent une des pierres de touche de la politique des quotas instaurée par le présent régime, et qui revient en fait à séparer les différentes communautés rwandaises. Des communautés que le président veut aujourd'hui réconcilier. »

114/ Afrique midi (1990 JAF 0318 C)

P = Jean Karim Fall

T = Au Rwanda, le président joue la carte de la démocratisation. Tous les Rwandais, de l'intérieur comme ceux de l'extérieur, sont autorisés à former des partis politiques. Réaction des rebelles qui rejettent pour l'instant les propositions d'Habyarimana.

P : 500 prisonniers soupçonnés d'être complices des rebelles libérés, un référendum en juin prochain sur l'ouverture du pays au multipartisme, le président rwandais a donc décidé de jouer la carte de l'ouverture politique. Devant la pression des rebelles du FPR, le président a affirmé que tous les Rwandais, de l'intérieur et de l'extérieur, pouvaient se regrouper en partis politiques...

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée le matin

P : Réaction négative de l'opposition, le FPR. Les rebelles refusent pour l'instant la main tendue par le président rwandais. Ils demandent avant tout une négociation directe.

Itw de Tito Rutaremara, membre du comité exécutif du FPR (Monique Mas) :

« Un dictateur ne peut pas amener la démocratie. C'est qu'il est aux abois. S'il veut vraiment qu'il y ait référendum, qu'il arrête la guerre, qu'il commence à négocier avec les gens qui lui font la guerre. Après on pensera à la démocratie et au référendum. S'il y a la paix au Rwanda, tous les Rwandais décideront quel type de démocratie ils veulent avoir.

(Q. de M.M. : le président Habyarimana propose aux Rwandais qui le désirent, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, de publier leur manifeste politique dans la presse nationale. Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que vous allez le faire ?)

La presse nationale est aux mains d'Habyarimana. Dans l'autre presse, les journalistes sont en prison. Nous, on a déjà publié notre manifeste et il se trouve au Rwanda dans la partie que nous contrôlons, qui est à ...

(Q. de M.M. : Donc, pour votre part, vous continuez les combats ?)

Nous continuons les combats aussi longtemps qu'il n'a pas signé le cessez le feu, qu'il n'a pas voulu entrer en négociation avec nous. »

115/ Afrique soir (1990 JAF 0318 D)

P = Jean Diatta

T = Le président Habyarimana propose l'ouverture politique et le multipartisme. Mais les rebelles décident de maintenir la pression militaire.

P : ... Le président Habyarimana a également proposé une nouvelle carte d'identité nationale.

Déclaration du président Habyarimana :

« L'introduction d'une nouvelle carte d'identité de haute sécurité permettra par la même occasion de supprimer la mention ethnique et de revoir le contenu de ce qui doit figurer sur une carte d'identité modernisée. »

P : Pour les rebelles du FPR, les mesures annoncées ne sont que diversion. Pour eux, l'heure n'est pas à la réconciliation.

Itw de Tito Rutaremara, membre du comité exécutif du FPR (Monique Mas) :

Diffusée le matin

Extrait diffusé à midi :

« S'il veut vraiment qu'il y ait référendum, qu'il arrête la guerre, qu'il commence à négocier avec les gens qui lui font la guerre. Après on pensera à la démocratie et au référendum. S'il y a la paix au Rwanda, tous les Rwandais décideront quel type de démocratie ils veulent avoir.

Nous continuons les combats aussi longtemps qu'il n'a pas signé le cessez le feu, qu'il n'a pas voulu entrer en négociation avec nous. »

- Journaux Afrique du 15 novembre 90 (1990 JAF 0319)

116/ Afrique matin (1990 JAF 0319 A)

P = Yves Rocle

T = pas de Rwanda dans les titres

P : Les rebelles du FP rejettent les propositions du président Habyarimana. Le président avait annoncé mardi soir l'avènement du multipartisme. Selon les rebelles, cette mesure relève d'une tactique de diversion. Elle est destinée aux puissances occidentales, dont le président attend l'aide économique. Pour leur part, les rebelles exigent un cessez le feu et la mise en place d'un gouvernement de transition, fin de citation.

117/ Afrique midi (1990 JAF 0319 C)

P = Jean Karim Fall

T = Ouverture du Rwanda au multipartisme. Rejet par les rebelles. Aujourd'hui, le MAE rwandais déclare que les rebelles rwandais ont peur de la démocratie.

P : Nous vous l'annonçons hier. Le Rwanda a donc décidé d'adopter le multipartisme. Un référendum se tiendra avant le 15 juin prochain. La légalisation de tous les partis politiques entre immédiatement en vigueur. Tous les Rwandais, vivant